

POUR LE LOGEMENT ET CONTRE LA PRÉCARITÉ,

LE 26 MARS NOUS SOMMES DANS LA RUE !

26 mars, veille de la fin de la trêve hivernale fixée au 31 mars. Contrairement à l'année dernière, il n'y aura pas cette année de report. Quand bien même la pandémie n'est pas terminée et rebondit ces derniers jours. En pleine élection présidentielle, la violence sociale va donc pouvoir se déchaîner et les propriétaires et bailleurs pouvoir procéder à l'expulsion de nombreuses locataires, souvent des femmes seules, racisées, précaires. Autant de travailleurs-euses pauvres à qui la déchéance sociale est promise. La violence sociale dans ce qu'elle a de pire, la perte d'un toit, d'un chez soi et la « promesse » de la rue.

Dans un pays qui regorge de richesses où pourtant au moins 300 000 personnes vivent dans la rue, plus de 4 millions sont logées dans des logements insalubres, mal isolés ou trop petits. Un pays où les quartiers populaires sont gentrifiés mais où plus de 3 millions de logements sont actuellement vides !

Un pays où trop peu de logements sociaux sont par ailleurs construits. Et où le logement social est du fait de la loi ELAN l'objet de spéculation et où donc les logiques du marché jouent à plein, détruisant peu à peu toute idée de solidarité pour faire la place aux seuls logiques du profit et de l'accroissement des dividendes : pour être rentables, nombre de bailleurs sociaux se séparent de leurs personnels, dégradent leurs conditions de travail, n'investissent plus dans la construction de logements et ne procèdent pas aux investissements indispensables pour entretenir leurs parcs existants. La finance avant tout, peu importe les conséquences. Macron possède l'un des pires bilans qui soit en matière de logement et son programme pour le second mandat est encore pire : rien sur le logement et les besoins sociaux. Alors que les solutions existent. Avec une trentaine d'associations et de syndicats, l'union syndicale Solidaires a mis en place une plateforme pour le logement pour toutes et tous. Pour que chacun.e accède à un logement décent, stable, abordable, accessible et respectueux du climat, pour un droit au logement universel, inconditionnel et protecteur !

Alors que la thématique est quasi absente des enjeux de la campagne présidentielle, nous exigeons entre autres :

- L'arrêt immédiat des expulsions sans relogement décent
- L'interdiction des coupures d'énergie et l'encadrement à la baisse les prix de l'énergie
- La réquisition des logements vides et leur utilisation pour loger les mal-logé-e-s ou les sans-logements.
- L'augmentation des APL, le plafonnement du taux d'effort des locataires à 20 % de leur revenu et l'arrêt des ventes et des démolitions/gentrification des logements sociaux.
- La suppression de la loi ELAN et le maintien d'un vrai service public du logement social, avec des habitations répondant aux besoins sociaux et aux normes environnementales et énergétiques. Cela nécessite aussi la mise en place de logements sociaux à des loyers acceptables près des lieux de travail et la préservation des parcs de logements sociaux concernant les travailleurs/ses du public et du privé.
- Fixer l'objectif minimum de 30 % de logements sociaux en 2030 dans chaque commune en zone tendue.
- Mobiliser chaque année au moins 2,2 % du PIB, soit 15 milliards d'euros en plus et par an, pour construire une politique du « logement pour tout.e.s »...

Le 26 mars, journée de mobilisation européenne pour le logement, l'union syndicale Solidaires dans la rue pour exiger pour toutes et tous la fin des expulsions, contre le logement cher et la spéculation qui accablent les classes populaires. Pour un logement décent, stable, abordable, accessible et respectueux du climat !

Un toit, c'est un droit !